

Montauban, le 17/09/24

Affaire suivie par : Véronique MARCHAND
DREAL-Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne / Lot
2 Quai de Verdun
82 000 Montauban
veronique.marchand@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 05 63 91 74 40

N/Réf : VM/2024-0390
N° AIOT : 0006802719
PJ : projet d'arrêté préfectoral

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Porter à connaissance pour la modification des conditions d'exploiter, réexamen IED et positionnement vis-à-vis des rubriques suite aux évolutions réglementaires
Société Laitière de Montauban à Montauban.

Rapport de l'inspection des installations classées au Préfet de Tarn-et-Garonne

La SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE MONTAUBAN exploite à Montauban – ZI Albasud une laiterie et une station d'épuration, qui traite les effluents de l'usine et les rejets urbains des communes de Bressols et d'une partie de la commune de Montauban. Ces installations sont soumises à autorisation au titre ICPE et relèvent de la directive IED sur les émissions industrielles. Elle sollicite des modifications des conditions d'exploiter ses installations et a déposé un dossier de réexamen IED. Le présent rapport examine ces demandes et propose les suites à donner.

I – Porter à connaissance

Tours aéroréfrigérantes

La société Laitière de Montauban vous a transmis un porté à connaissance le 16 août 2022 concernant le remplacement d'une des 2 tours aéroréfrigérantes présentes sur le site.

Le dossier indique que la nouvelle tour aéroréfrigérante serait une tour de type : tour dry adiabatique JACIR « TOPAZ » conçue de manière à obtenir les résultats suivants :

- absence de projection d'eau ;
- absence de dispersion d'eau dans le flux d'air ;

- absence de stagnation d'eau ;
- la vitesse d'air maximale n'est pas suffisante pour causer l'arrachement de gouttelettes d'eau sur le média humidificateur d'air.

Cette tour, comme l'indique l'attestation transmise par la société JACIR conformément à l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 et aux tests réalisés par INERIS, n'est pas soumise à la rubrique 2921.

Néanmoins, la puissance thermique évacuée maximale par la tour non remplacée est toujours soumise à la rubrique 2921 sous le régime de la déclaration.

La modification envisagée n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique ou évaluation au cas par cas conformément à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

Cette modification n'est pas considérée comme substantielle, elle n'entraîne pas de dangers et inconvénients significatifs par rapport à la situation actuelle conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

L'inspection propose de mettre à jour en conséquence la situation administrative des installations.

II – Positionnement par rapport aux rubriques 1510, 1511, 1532, 2662 et 2663

L'exploitant vous a transmis le 24 décembre 2021 une demande d'antériorité pour effectuer le positionnement de son établissement par rapport aux rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 suite à la parution de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que des arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n°s 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

1. Méthodologie

Afin de faciliter la démarche de positionnement, une méthodologie a été appliquée en se basant sur le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (version validée du 24 septembre 2021).

1.1 Recensement des Installations Pourvues de toitures, Dédiées au stockage de combustibles (IPD)

Résultat du recensement : **2 IPD ont été recensées**, IPD 1 et IPD 2

1.2 Identification des groupes IPD

Compte tenu que l'IPD1 et l'IPD 2 sont distantes de moins de 40 mètres l'une de l'autre, elles forment donc un **unique groupe IPD**.

1.3 Exclusion de(s) groupe(s) d'IPD qui constitue(nt) une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510

- les entrepôts (groupe d'IPD) de moins de 500 tonnes de matières ou produits combustibles ;

- les entrepôts (groupe d'IPD) utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature ;
- les entrepôts (groupe d'IPD) exclusivement frigorifiques.

Ces exceptions sont à considérer à l'échelle d'un groupe d'IPD et non à l'échelle de chaque IPD.

Au regard de la règle d'exclusion, l'IPD1 est à inclure dans le périmètre pouvant conduire au **classement 1510**, l'IDP2 restant classée en 1510.

2. Conclusion

Après l'application de la méthodologie, toutes les matières ou produits combustibles stockés sous IPD sont à inclure dans la rubrique 1510.

L'inspection propose de mettre à jour en conséquence la situation administrative des installations.

III – Positionnement par rapport à la rubrique 4130

L'exploitant vous a transmis le 16 août 2021 une demande d'antériorité pour effectuer le positionnement de son établissement par rapport à la rubrique 4130 en prenant compte des nouvelles règles de classement induites par les évolutions réglementaires concernant l'acide nitrique dans le Règlement délégué (UE) n° 2020/1182 du 19 mai 2020. En effet, les nouvelles dispositions applicables font entrer l'acide nitrique de concentration entre 26,5 % et 70 % dans la catégorie de toxicité aiguë par inhalation catégorie 3.

La présence sur le site d'acide nitrique de concentration à 53 % dont le stockage représente 29,83 t est soumis à la rubrique 4130 sous le régime de l'autorisation.

L'exploitant a fait un calcul de positionnement par rapport au statut SEVESO qui conclut à une absence de classement SEVESO.

L'inspection propose de mettre à jour en conséquence la situation administrative des installations.

IV – Réexamen IED

1. Contexte réglementaire

Par courrier du 14 janvier 2021, l'exploitant vous a transmis le dossier de réexamen relatif aux émissions industrielles conformément à la directive 2010/75/EU du 24 novembre 2010, dite IED (Industrial Emissions Directive).

Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive IPPC – directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

L'établissement Société Laitière de Montauban situé à Montauban est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a indiqué à Monsieur le Préfet de Tarn et Garonne, d'appliquer à son établissement la rubrique 3643 « **Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour** (valeur moyenne sur une base annuelle) ». Ceci ayant été acté après la demande d'antériorité du 15 mars 2013.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées à cette rubrique sont celles du document BREF intitulés FDM « **Industries agro-alimentaires et laitières** ».

La parution du 4 décembre 2019 au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution (UE) n°2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conditions sur les MTD associées à la rubrique 3643 a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site de la Société La Laitière de Montauban et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R.515-71 du Code de l'environnement. Ce dossier de réexamen a été transmis à la préfecture le 14 janvier 2021.

L'**Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales** du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710, reprend la majorité des conclusions des MTD du BREF FDM, les rendant ainsi opposables aux sites concernés par le BREF FDM.

2. Activité, procédés, et périmètre IED

La société Laitière de Montauban a été autorisée par arrêté préfectoral du 2 avril 1996 modifié à exploiter une usine laitière sur la commune de Montauban.

2.1 Rubriques de la nomenclature ICPE

Le courrier préfectoral du 1^{er} juin 2021 met à jour la situation administrative de l'établissement et prend acte que l'établissement La Laitière de Montauban relève de la rubrique principale 3643 « **Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour** (valeur moyenne sur une base annuelle) » unique rubrique IED du site.

2.2 Périmètre IED dont activités connexes

Le périmètre IED comprend les installations relatives à la rubrique 3643 concernant la transformation du lait exclusivement ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement.

Les installations exclues du périmètre IED sont :

- le laboratoire,
- l'atelier de maintenance,
- les locaux administratifs,
- les locaux sociaux,
- la station-service,
- les groupes électrogènes.

2.3 BREF principal et BREF secondaires – MTD concernés

Le BREF associé à la rubrique principale est le BREF FDM « Food Drink and Milk ». Ainsi les Meilleures Techniques Applicables du BREF FDM s'appliquent à l'établissement.

L'analyse de la conformité est faite par rapport aux MTD du BREF principal.

L'exploitant a également transmis une analyse de compatibilité aux BREFs secondaires/transversaux suivants :

- LCD
- WT
- LVOC
- CLM
- SA
- CWW
- ENE (Energy Efficiency) relatif à l'efficacité énergétique
- système de refroidissement industriel est applicable à toutes les activités décrites à l'annexe I de la directive IED et reprises dans les rubriques 3000 de la nomenclature ICPE - (ICS)
- émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS)

L'exploitant a écarté après analyse et justification l'analyse de compatibilité aux BREFs suivants (secondaires ou transversaux) : LCP, WT, LVOC, CLM, SA, CWW, ENE, ICS et EFS, soit parce qu'ils ne s'appliquent pas aux installations, soit parce que les MTD sont déjà couvertes par celles du BREF principal.

3 Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant ne sollicite pas de demande pour revoir des conditions applicables au site, mis à part le tableau des rubriques applicables, compte tenu de l'opposabilité de l'arrêté ministériel des Prescriptions Générales du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710.

4 Comparaison du fonctionnement des installations par rapport aux MTD définies dans les conclusions sur les MTD et BREF applicables

L'exploitant s'est positionné de la manière suivante sur les MTD applicables à son installation :

L'exploitant indique qu'il n'a pas mis en œuvre la MTD1 du BREF FDM (système de management environnementale) et qu'il s'engage à être certifié ISO 14001 au plus tard en décembre 2023.

Pour la MTD2 du BREF FDM (inventaire des flux) le site ne contrôle pas ses rejets atmosphériques (débit, température, NOx, CO). L'exploitant indique que mise en œuvre de la MTD2 sera effective au plus tard en décembre 2021, la MTD doit donc être effective à la date de la rédaction du présent rapport. Il précise néanmoins que la MTD 5 (surveillance des émissions canalisées dans l'air) n'est pas applicable car il n'a pas de tour de séchage.

Une partie de la MTD4 du BREF FDM (surveillance des paramètres des eaux usées), n'est pas suivie en ce qui concerne les chlorures. L'engagement est pris par l'exploitant d'en faire le suivi conformément aux normes analytiques au plus tard à compter de décembre 2023 .

Le site ne possède pas de programme de surveillance des émissions sonores conformément à la MTD13 du BREF FDM (plan de gestion des émissions sonores). Ce programme de surveillance et son maintien seront mis en œuvre au plus tard en décembre 2023.

Pour les autres MTD applicables au site, MTD2 (inventaire des flux), hormis celui des chlorures, MTD3 (suivi des paramètres clé), MTD6 (améliorer l'efficacité énergétique), MTD7 (réduire la consommation d'eau et d'effluents aqueux rejetés), MTD8 (limiter l'utilisation des substances dangereuses), MTD9 (éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone), MTD10 (améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources), MTD11 (prévenir les émissions accidentelles dans l'eau), MTD12 (réduire les émissions dans l'eau), MTD14 (limiter les émissions sonores), MTD15 (limiter les dégagements d'odeur), MTD21 (accroître l'efficacité énergétique), MTD22 (réduire les déchets à éliminer), l'exploitant a justifié de leur mise en œuvre.

5 Rapport de base

Dans son dossier, l'exploitant a remis un rapport de base.

Les résultats analytiques sur les sols et les eaux souterraines ont permis d'établir un état des lieux représentatif de ces milieux, à la date de réalisation du rapport de base au droit du périmètre IED.

Dans les sols il a été mis en évidence les impacts suivants :

- En hydrocarbures C10-C40 au niveau de l'ancienne cuve aérienne de gazole, au Nord de l'atelier bouteille ;
- En métaux sur échantillon brut au niveau d'une ancienne zone remaniée au Sud-Ouest du site (actuel stockage de produits finis) ;
- En nitrates, sodium et phosphates au niveau de la zone regroupant le stockage d'acide et soude concentrés et l'aire de dépotage associée, les NEP2 et NEP3, un ancien stockage divers, un ancien déversement accidentel d'acide nitrique (1994) et une canalisation enterrée d'eaux pluviales potentiellement dégradée suite à l'effondrement d'une canalisation d'eaux usées (2015) ;
- En phosphates au Nord du stockage d'acide et soude concentrés, à l'Est du bâtiment 1.

En ce qui concerne les eaux souterraines, il a été mis en évidence des teneurs élevées en nitrates et azote total en Pz3 (amont). Cet ouvrage est situé entre le *Tarn* et les sondages S14 et S15 (Est du bâtiment 1, au niveau du stockage d'acide et soude concentrés). **Les teneurs restent inférieures aux valeurs de référence lorsqu'elles existent.**

La mise à jour du schéma conceptuel a permis de mettre en évidence l'absence de risques sanitaires :

- Pour les usagers du site, sur l'emprise du périmètre IED ;
- Pour les usagers, hors du périmètre IED et la population hors site.

Les **impacts mis en évidence dans les sols sont faibles** et ne nécessitent pas la réalisation de travaux de réhabilitation immédiat dans le cadre de la poursuite des activités.

6 Demande de dérogation

Considérant que toutes les conclusions MTD des BREF FDM, EFS et ICS applicables pouvaient être respectées sans difficulté dans le cadre de l'exploitation de son établissement, La Société Laitière de Montauban n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R.515-68 du Code de l'environnement.

IV – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application du I de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, les prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96.0344 du 2 avril 1996 modifié devaient être réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du Code de l'Environnement dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnée à l'article R. 515-61.

En conclusion, considérant que :

- l'intégralité des MTD du BREF « FDM » sont reprises dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 ;
- les modifications consistant à procéder au changement d'une tour aéroréfrigérante ne sont pas substantielles conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- il est pertinent d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96.0344 du 2 avril 1996 modifié pour mettre à jour la situation administrative suite aux modifications susvisées et aux évolutions de la nomenclature.
- Il est pertinent afin de clarifier les dispositions réglementaires applicables aux rejets des effluents aqueux de modifier les valeurs de limites de rejets aqueux présentes dans l'arrêté préfectoral en prenant en compte l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Tarn et Garonne de :

- notifier par courrier à l'exploitant du site Société Laitière de Montauban l'application de **l'arrêté Ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710**. Cet arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux applicables au site ;
- d'indiquer la prise en compte de la modification concernant le remplacement de la tour aéroréfrigérante et que cette modification n'est pas substantielle.
- transmettre à l'exploitant pour avis sous 1 mois le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport qui actualise sa situation administrative, met à jour les conditions de suivi des rejets aqueux en application de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé et fixe un ratio de consommation en eau assorti d'une obligation de se fixer un objectif de réduction. Ce projet d'arrêté intègre également une mise à jour du parcellaire issue d'un précédent porter à connaissance sur la modification des installations

de traitement des eaux de la station d'épuration des Parages, qui avait été acté par courrier préfectoral du 9 février 2024 ;

APPROBATEUR	VÉRIFICATEUR	RÉDACTEUR
	L'inspectrice de l'environnement – Chargée de mission eau  Agathe FLOTTES	La secrétaire administrative  Véronique MARCHAND